

# La place des enfants dans l'économie nationale



(CRDI : C. Philip Jackson)

2006-06

*par Stephen Dale*

*Le Projet de recherche sur la vie des jeunes et la pauvreté chez les enfants en Éthiopie (également connu comme le projet Young Lives) est une vaste démarche d'une durée de quinze ans ayant pour but de comprendre l'incidence sur les enfants de la stratégie de réduction de la pauvreté de l'Éthiopie.*

Faute de prendre judicieusement en compte les effets précis qu'exercent les politiques économiques sur la vie des enfants, les pays en développement risquent de voir s'éroder les progrès réalisés grâce à leurs programmes de réduction de la pauvreté.

Telle est l'une des conclusions préliminaires ressorties du [Projet de recherche sur la vie des jeunes](#), au tiers de son mandat de quinze ans. Cet imposant projet de recherche que finance en partie le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), organisme canadien, vise à établir comment le Programme de développement durable et de réduction de la pauvreté de l'Éthiopie (PDDRP) influe sur le bien-être des enfants et des jeunes. L'Éthiopie applique à l'heure actuelle une stratégie d'industrialisation pilotée par le développement agricole dans le cadre de laquelle toute une gamme de programmes – comme des programmes de prêts aux fins d'achat de bétail, d'engrais et d'autres facteurs de production agricole, des programmes de travail rémunéré en vivres, etc. – ont été mis en œuvre afin d'accroître la production des ménages et, éventuellement, d'améliorer la situation peu enviable du pays, affligé par la pauvreté et la malnutrition.

Les revenus des ménages ne sont toutefois qu'un élément parmi d'autres, affirme Nicola Jones, directrice de la recherche stratégique pour le projet. M<sup>me</sup> Jones travaille au siège de Save the Children UK, l'organisation internationale non gouvernementale qui coordonne l'analyse et l'application des politiques du projet.

« Nous devons nous pencher sur des éléments plus complexes comme la composition du ménage et les besoins spécifiques de chacun de ses membres, plutôt que de nous intéresser simplement à la production globale du ménage », explique Nicola Jones.

En réalité, il est possible qu'un pays atteigne ses objectifs économiques globaux, mais que les enfants de ce pays paient un prix démesuré pour cette réussite. Le temps et l'énergie nécessaires pour soutenir les activités de production de revenus peuvent être à ce point considérables, par exemple, que les soins aux jeunes enfants s'en trouvent négligés ou l'accès des jeunes à l'éducation, menacé. Inévitablement, dans ces cas, les aptitudes des jeunes à tirer profit des avantages liés à une économie plus robuste et à se fabriquer une vie prospère s'en trouvent réduites.

### **Placer les enfants au cœur de toutes les stratégies**

M<sup>me</sup> Jones affirme qu'il est impératif que les planificateurs économiques tiennent compte des besoins spécifiques des enfants, justement pour contrer l'effet pervers possible des programmes de développement économique sur les perspectives d'avenir de la prochaine génération : « Trop souvent, on se limite à associer les enfants avec les politiques en matière d'éducation et de santé. Or, nous soutenons que les enfants devraient être au cœur de toutes les discussions traitant d'atténuation de la pauvreté. Notre travail vise en fait à convaincre les gouvernements et les bailleurs de fonds que pour réussir à éradiquer la pauvreté à long terme, toute stratégie de développement économique doit prendre en compte les besoins spécifiques des enfants. »

Afin de déterminer l'incidence réelle du PDDRP sur les enfants, les chercheurs du projet ont élaboré une étude longitudinale à grande échelle qui leur a permis de juxtaposer les statistiques sur la vigueur économique générale du pays et des indicateurs concrets montrant comment les jeunes s'en tirent dans leur vie quotidienne. En 2002, les chercheurs ont commencé à recueillir auprès de 20 postes sentinelles à travers le pays des données sur des questions comme l'état nutritionnel des enfants, leur accès à l'éducation et leur cheminement scolaire ainsi que leur participation au marché du travail. D'autres cycles de collecte et d'analyse des données qui auront lieu en 2006, 2009, 2012 et 2015 permettront de suivre l'évolution de ces enfants au fil du temps.

« À la fin de la démarche, ces enfants seront devenus des adultes, et nous pourrons voir, à la lumière des différents indicateurs, quelle incidence la stratégie de développement économique aura eue sur eux, notamment sur les plans du niveau de scolarisation et de l'état nutritionnel », explique Tassew Woldehanna, économiste à l'Université d'Addis-Abeba et chef de l'équipe de recherche du projet Young Lives.

### **Entreprendre l'élaboration de politiques**

La finalité de ce projet n'est cependant pas l'observation passive des impacts de la politique économique sur la vie des jeunes. Il a plutôt comme objectif premier d'alimenter le processus d'élaboration des politiques en ciblant les faiblesses de la stratégie économique du gouvernement et en proposant des solutions.

Dans le cadre de cette démarche, la pauvreté est envisagée comme une « cible en mouvement », et les solutions potentielles, en constante évolution, sont sans cesse appelées à être repensées et révisées, ce qui complique considérablement la tâche et rend nécessaire la participation d'intervenants de plusieurs pays.

Ainsi, la collecte des données longitudinales requises pour suivre l'évolution des jeunes Éthiopiens est financée par le Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni; et le

CRDI finance un autre volet du travail faisant appel à des méthodes « qualitatives » – comme les groupes de travail et les entrevues semi-structurées – qui permettent aux chercheurs de mieux comprendre comment les enfants perçoivent leur propre réalité et d’intégrer ces connaissances aux profils statistiques tirés des données longitudinales.

Le CRDI aide également l’équipe à renforcer ses capacités de diffuser les résultats de ses recherches, d’interagir avec les concepteurs de politiques et de faire partie de réseaux intervenant dans des domaines semblables au sein de différentes régions. Actuellement, tout le projet est coordonné par l’ONG Save the Children UK en Éthiopie, et une grande part du travail de recherche est effectuée par des membres du milieu de la recherche universitaire d’Éthiopie.

### **La combinaison études-travail, source de stress**

À la lumière du travail effectué jusqu’à maintenant, les chercheurs peuvent d’ores et déjà souligner aux responsables des politiques que les activités économiques à forte intensité de main-d’œuvre – comme l’élevage du bétail – semblent *effectivement* imposer un fardeau supplémentaire aux enfants et aux personnes qui s’en occupent, et il est clair que cet état de fait est susceptible de neutraliser les avantages associés à des revenus accrus.

« Nous avons constaté que les enfants qui fréquentent l’école travaillent également en moyenne six heures par jour, précise Tassew Woldehanna. Traditionnellement, c’est aux enfants qu’on confie la garde des moutons, des chèvres et des bovins. Une telle charge de travail signifie que les enfants ont moins de temps à consacrer à leurs études. En bout de ligne, bon nombre d’entre eux doivent abandonner l’école. »

Cette augmentation de la demande de main-d’œuvre infantile est paradoxale. En effet, bien que le gouvernement n’ait pas encore rendu publique son étude d’envergure visant à déterminer si les revenus des ménages ont augmenté ou baissé, M. Woldehanna mentionne que des études isolées révèlent une tendance à la hausse. Il est donc possible que davantage de familles puissent se permettre d’envoyer au moins certains de leurs enfants à l’école. Toutefois, ces enfants qui fréquentent l’école travaillent aussi, en moyenne, pendant de nombreuses heures, ce qui réduit leurs chances de réussite scolaire.

M<sup>me</sup> Nicola Jones, de l’ONG Save the Children UK, ajoute que les enfants qui s’efforcent de combiner les études et le travail sont soumis à un stress énorme. « Nombre des enfants que nous avons interrogés, et particulièrement les filles, ont dit trouver très difficile de ne pas avoir de temps pour eux et se sentir poussés à la limite de leurs capacités », dit-elle, se fondant sur la recherche qualitative financée par le CRDI.

### **L’éducation doit s’améliorer**

Dans une perspective plus globale, M<sup>me</sup> Jones mentionne que les politiques gouvernementales relatives à cet important domaine qu’est l’éducation doivent donc être améliorées afin de pouvoir tirer profit du climat social actuellement favorable. Un nouveau courant de pensée selon lequel les filles devraient avoir davantage accès à l’éducation anime la société éthiopienne, et certaines réformes ont déjà été mises en œuvre pour transformer cette conviction en véritables possibilités. On a par exemple interdit le mariage des enfants et tenté par différents moyens d’inciter les filles données en mariage à un très jeune âge à regagner les bancs d’école.

Toutefois, en dépit de cette reconnaissance généralisée de la valeur de l’éducation, la performance des écoles éthiopiennes laisse à désirer. M<sup>me</sup> Jones précise que ce phénomène s’explique sans doute par le fait que l’accent ayant été mis sur l’éducation primaire – afin d’atteindre les objectifs

du Millénaire pour le développement (OMD) – on a négligé les niveaux supérieurs d'apprentissage ce qui, ironiquement, a entraîné une pénurie d'enseignants du primaire adéquatement formés. Cette réalité, conjuguée au fait que les enfants qui travaillent ont peu de temps à consacrer à leurs études, laisse présager un bien faible rendement scolaire.

### **Le prix de la hausse des revenus**

L'éducation n'est pas le seul domaine où le modèle de développement à forte intensité de main-d'œuvre, fondé sur l'agriculture, semble avoir compromis le bien-être des enfants. En effet, les chercheurs ont constaté que les mères qui doivent parcourir de longues distances pour travailler aux champs ou s'occuper du bétail sont moins portées à continuer d'allaiter leurs enfants, ce qui constitue un risque pour la santé de ces derniers. En outre, les enfants que le travail entraîne loin de chez eux risquent davantage de se retrouver dans des situations périlleuses, notamment d'être victimes d'actes de violence grave ou d'être kidnappés par des trafiquants.

Tassew Woldehanna fait cependant état d'une bonne nouvelle : dans la deuxième phase du PDDRP, le gouvernement a reconnu que la croissance économique s'accompagnait de difficultés particulières pour les enfants et ceux qui s'en occupaient et a décidé de mettre en œuvre « plusieurs politiques de protection sociale » destinées à mettre ces groupes à l'abri des répercussions négatives de la politique économique. La création de services de garde communautaires – non seulement pour fournir aux enfants les soins dont ils ont besoin, mais également pour alléger le fardeau qui incombe autrement aux femmes et aux jeunes filles – est une composante clé de ce train de nouvelles mesures. La mise en œuvre de projets communautaires de surveillance du bétail actuellement à l'étude pourrait par ailleurs aider les enfants à progresser dans leurs études, puisque cette tâche traditionnellement réservée aux jeunes serait désormais confiée à un groupe de travailleurs adultes.

### **Résultats mitigés sur les questions relatives aux enfants**

Bien que M<sup>me</sup> Jones trouve encourageante cette évolution progressive vers l'adoption de mesures innovatrices du genre, elle mentionne que l'objectif plus général consistant à intégrer le bien-être des enfants à toutes les politiques de planification économique n'a pas encore été pleinement atteint.

« Je crois que d'avoir réussi à faire en sorte que des membres clés du comité technique du PDDRP se penchent sur ces questions constitue notre principale réalisation, dit-elle. Il semble que le nouveau Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) comporte toute une section sur les enfants et sur l'incidence qu'ont sur eux les mesures de réduction de la pauvreté. »

« Il n'existe encore aucun indicateur qui permette d'évaluer dans quelle mesure le gouvernement éthiopien a assumé sa responsabilité de réduire la pauvreté des enfants », déplore cependant M<sup>me</sup> Jones. Cela signifie en fait qu'il n'existe aucun critère en bonne et due forme pour déterminer si l'engagement du gouvernement de tenir compte des enfants dans ses politiques de planification économique s'est traduit par des réalisations concrètes. Selon elle, une partie du problème réside dans le fait que les institutions multinationales et les bailleurs de fonds internationaux qui financent les programmes de réduction de la pauvreté et contribuent à leur conception « veulent que le processus soit extrêmement simple et insistent auprès des gouvernements pour qu'ils présentent un nombre relativement réduit d'indicateurs [servant à déterminer si le PDDRP a réussi à améliorer la vie des citoyens.] »

## **Intégrer le bien-être des enfants aux politiques**

M<sup>me</sup> Jones voudrait plutôt que les institutions internationales « élargissent leur vision de la pauvreté infantile et qu'elles s'alignent par exemple sur la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant qui propose une approche beaucoup plus globale en matière de bien-être des enfants et de réduction de la pauvreté. » Une analyse plus vaste et approfondie de l'incidence des politiques sur les enfants pourrait permettre de mesurer le rendement des gouvernements à la lumière de critères plus détaillés. On s'attendrait alors à ce que les gouvernements et les organismes d'aide multilatérale répondent officiellement de l'impact de leurs programmes sur les enfants.

Il en va de même de l'approche à l'égard des questions relatives à l'égalité entre les sexes : il existe généralement dans ce domaine des mécanismes d'évaluation, à différents stades, de l'incidence des projets de développement sur les femmes. M<sup>me</sup> Jones explique que, jusqu'ici, l'idée d'intégrer systématiquement la question des enfants aux discussions d'ordre économique – comme cela a été fait pour les sexospécificités – n'a guère suscité d'enthousiasme, même si le Projet de recherche sur la vie des jeunes a fait valoir aux organismes internationaux le bien-fondé d'une telle approche. Pour l'instant, les chercheurs devront se satisfaire de modestes progrès, à savoir qu'en Éthiopie, du moins, la problématique des enfants a été intégrée aux plans de développement et de réduction de la pauvreté.

*Stephen Dale est rédacteur pour la Division des communications du CRDI.*

## **Renseignements**

Basil Jones, administrateur de programmes  
Bureau régional de l'Afrique orientale et australe du CRDI  
Afrique orientale, B.P. 62084, 00200 Nairobi, Kenya  
Adresse : Liaison House, 2<sup>e</sup> étage, State House Avenue, Nairobi, Kenya  
Téléphone : (+254-20) 2713-160/1, 2713-273/4  
Télécopieur : (+254-20) 2711-063  
Courriel : [bjones@idrc.or.ke](mailto:bjones@idrc.or.ke)

Nicola Jones, directrice de la recherche stratégique pour le projet Young Lives, Save the Children UK  
Courriel : [njones@savethechildren.uk.org](mailto:njones@savethechildren.uk.org).

## **Renseignements sur le projet**

Adresse postale : Young Lives, Department of International Development, Queen Elizabeth House, University of Oxford, Mansfield Road, Oxford, Royaume-Uni OX1 3TB  
Téléphone : (+44) (0) 1865 280748 (Queen Elizabeth House) ou (+44) (0) 207 0126796 (Save the Children UK)  
Télécopieur : (+44) (0) 1865 281801 (Queen Elizabeth House).  
Courriel : [younglives@younglives.org.uk](mailto:younglives@younglives.org.uk).

Tassew Woldehanna : courriel : [tassew.woldhehanna@wur.nl](mailto:tassew.woldhehanna@wur.nl)